Le Conseil,

Vu le rapport du 5 mai 1999, par lequel monsieur le président :

A - Expose ce qui suit :

Je vous sou mets un dossier relatif à la réalisation d'inspections télévisées des réseaux d'assainissement et d'eau potable de la communauté urbaine de Lyon.

Le montant global des prestations est estimé annuellement à 400 000 F HT, soit 482 400 F TTC.

Ces prestations permettraient la réalisation de deux objectifs principaux :

- l'appréciation et l'évaluation de l'état général des réseaux anciens :

- . position et emplacement des points défectueux,
- . emplacement des infiltrations (recherches de fuites),
- . position et importance de fissures circulaires,
- . zones d'effondrement,

- la réception des ouvrages neufs.

Les prestations qui seraient confiées à l'entreprise sont liées à des interventions d'urgence et ponctuelles, ce qui rend impossible la définition d'un quantitatif précis et conduit à proposer un marché à bons de commande.

Ce marché est conclu pour la période allant du 1er janvier au 31 décembre 2000 et pourrait être reconduit tacitement en 2000 et 2001.

Monsieur le vice-président chargé des marchés publics a donné son accord sur la procédure énoncée ci-dessous le 2 avril 1999 ;

B - Propose de délibérer comme suit ;

Vu ledit dossier ;

Vu les articles 273 et 295 à 298 du code des marchés publics ;

Vu sa délibération n° 95-0052 en date du 25 septembre 1995 ;

Oùï l'avis de ses commissions environnement, propreté, eau et assainissement et finances et programmation ;

Oùï l'intervention de monsieur le rapporteur précisant qu'il convient de lire au 2° alinéa :

"Le montant global des prestations est estimé annuellement à un minimum de 150 000 F HT et à un maximum de 400 000 F HT"

au lieu de :

"Le montant global des prestations est estimé annuellement à 400 000 F HT, soit 482 400 F TTC"

DELIBERE**1° - Accepte :**

- a) - les modifications proposées par monsieur le rapporteur,
- b) - le dossier qui lui est soumis.

2° - Décide :

a) - de confier les travaux à une entreprise spécialisée, désignée à la suite d'un appel d'offres ouvert sur offres de prix, conformément aux dispositions des articles 273 et 295 à 298 du code des marchés publics,

b) - que les offres seront examinées par la commission permanente d'appel d'offres créée par la délibération n° 95-0052 en date du 25 septembre 1995.

3° - Autorise monsieur le président à accepter l'offre retenue pour valoir acte d'engagement et à signer tous les actes afférents au marché.

4° - La dépense de 400 000 F HT sera prélevée sur les crédits à inscrire aux budgets annexes de l'assainissement et des eaux - budget primitif - exercices 2000, 2001 et 2002 - sur diverses imputations des sections d'exploitation et d'investissement.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,